



# Le français progresse dans les écoles anglaises, affirme English-Montréal

[Accueil] / [Société]



La Commission scolaire English-Montréal (CSEM) a accusé le ministre québécois de la Langue française d’être « malhonnête » sur l’enseignement du français dans les écoles anglaises.

LEDEVOIR

Jean-Louis Bordeleau

Publié à 0h00  
Société



La Commission scolaire English-Montréal (CSEM) a lancé un pavé dans la mare la semaine dernière en accusant le ministre québécois de la Langue française d’être « malhonnête » sur l’enseignement du français dans les écoles anglaises. En entrevue, le président de la plus [grande commission scolaire publique anglophone](#) au Québec n’en démord pas, mais tend aussi la main au gouvernement.

« Le ministre n’a pas fait ses recherches », a [clamé](#) mercredi dernier Joe Ortona, président de la CSEM, par voie écrite. « [...] Les élèves de notre conseil scolaire qui passent l’examen de fin d’études secondaires en français obtiennent de meilleurs résultats que les élèves du secteur français qui passent le même examen. Honte à lui ! »

Il s’insurgeait d’un commentaire en anglais du ministre Jean-François Roberge, passé relativement inaperçu de ce côté-ci de la barrière linguistique. Ce dernier, ancien ministre de l’Éducation, et depuis 2022 responsable de la Langue française, avait laissé entendre un peu plus tôt que des « changements doivent être faits » pour que les élèves qui sortent des écoles anglaises s’expriment davantage en français.

Le président de la plus grande commission scolaire anglophone du Québec conserve le même ton en personne que sur papier. « Hostile » est ce gouvernement qui « parle des deux côtés de la bouche », assume-t-il devant *Le Devoir*.

Trois élèves sur quatre sortent des murs de la CSEM « parfaitement » bilingues, plaide Joe Ortona. Deux tiers d’entre eux passent leurs premières années du primaire en français uniquement. L’autre tiers devient bilingue grâce à des classes « 50-50 » français-anglais.

« Au niveau secondaire, il y a beaucoup plus de français qu’il y a 10-15-20 ans, renchérit-il. On mettait beaucoup l’accent sur le primaire, parce que, plus tu l’apprends jeune, plus c’est facile à maîtriser. Et ça se perdait au secondaire. »

La Commission scolaire English-Montréal a commencé en 2022 à offrir des cours de francisation pour les nouveaux arrivants. Ce fut presque une surprise pour M. Ortona, qui reproche au gouvernement de ne jamais leur donner les ressources qu’ils demandent, ou presque. « Ils ont essayé [d’abolir](#) la commission scolaire. Ils ne reconnaissent même pas notre droit d’exister ! »

## Des chiffres à interpréter

Cette sortie publique a coïncidé cette semaine avec la publication des premières [statistiques](#) comparant le nombre total d’élèves admissibles à l’école de langue anglaise à ceux qui se prévalent de ce droit. Ainsi, pour tout le Québec, 76 % des 230 075 élèves admissibles à l’école anglaise avaient étudié en anglais. À Montréal, Statistique Canada parle de 82 % des 82 885 enfants « ayants droit » qui avaient fréquenté une école de langue anglaise.

Cette statistique se maintient depuis plusieurs années, estime Joe Ortona, qui cumule près d’une décennie à la tête de la CSEM. Lui-même issu de ce réseau anglophone, il souligne que le bassin potentiel d’élèves diminue d’année en année.

Environ 39 000 élèves étudiaient en anglais au CSEM au tournant du millénaire, contre environ 19 000 à l’heure actuelle, selon lui. Les places vides se remplissent grâce aux formations professionnelles, et le français reste encore un des meilleurs arguments pour convaincre les parents d’envoyer leurs enfants dans ses écoles. « Être bilingue, c’est gagnant » demeure le slogan de la CSEM, martèle son président. « Si on ne retient pas notre clientèle, on perd des élèves. Ça veut dire qu’on perd de l’argent pour dépenser dans les services éducatifs. »

## Loi 96 et cégep

La loi 96 – qui [renforce](#) la [loi 101](#) – provoque depuis son adoption plusieurs grincements de dents. La CSEM la conteste sous plusieurs angles sous prétexte qu’elle obligerait ses employés à communiquer en français, même en interne. Si l’entrevue se déroule uniquement en français avec Joe Ortona, il se permet sur ce point une expression en anglais. « C’est pour *scorer des cheap political points*. »

« Il y a des étudiants, même francophones, qui ont de la difficulté à maîtriser le français parce qu’ils ont des problèmes d’apprentissage. Si eux, c’est leur langue maternelle et qu’ils ont de la difficulté, pour un anglophone ou un allophone, ils vont avoir encore plus de difficultés. Encore faut-il le reconnaître. Il faut trouver des moyens pour aider ces gens-là et non pas pour leur compliquer la vie. »

Au travers de ces critiques, il garde la main tendue. « On n’a pas quitté [le Québec] ni pour l’Ontario ni pour ailleurs. On veut rester ici. On comprend que le français, c’est important. On est des partenaires dans la promotion de la langue française. »

Le cabinet du ministre Roberge a décliné notre invitation à réagir.

Ce reportage bénéficie du soutien de l’[Initiative de journalisme local](#), financée par le gouvernement du Canada.